



COLOMBIE

FICHE PAYS ISSUE DU SONDAGE « LES ASPIRATIONS CITOYENNES EN FAVEUR DE L'ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES DANS LE MONDE : UNE VOLONTÉ DE CHANGEMENT »¹



CONSULTER LE RAPPORT



QUE DÉCLARENT LES PERSONNES INTERROGÉES EN COLOMBIE DE L'ÉGALITÉ DES SEXES ?

- ➔ 92 % des personnes interrogées en Colombie déclarent que l'égalité des sexes leur est « *importante* » à titre personnel, et seuls 2 % affirment qu'elle ne leur est « *pas importante* ».
- ➔ 49 % des femmes interrogées et 60 % des hommes interrogés estiment que l'égalité des sexes en Colombie est « *meilleure* » aujourd'hui qu'il y a 25 ans. 40 % des femmes interrogées estiment que l'égalité des sexes est « *plus ou moins identique* » qu'il y a 25 ans, tandis que 9 % estiment qu'elle est « *moins bonne* ».
- ➔ Une large majorité (80 %) des personnes interrogées en Colombie pensent que le gouvernement « *devrait en faire plus* » pour promouvoir l'égalité des sexes en Colombie.
- ➔ Pour faire avancer l'égalité des sexes en Colombie, 50 % des personnes interrogées estiment que le gouvernement devrait « *réformer les lois pour promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes et mettre fin aux discriminations envers les femmes* ». 38 % pensent que le gouvernement devrait « *concentrer les efforts sur les femmes marginalisées pour ne laisser personne de côté* ».
- ➔ Les raisons les plus citées pour expliquer que les femmes ne sont pas égales aux hommes en Colombie sont liées aux opportunités d'autonomisation économique des femmes. 51 % des personnes interrogées pensent que la raison principale est « *parce que les femmes et les hommes ont des opportunités d'emploi différentes* ». La seconde explication la plus commune (45 %) est « *parce que les soins, les tâches ménagères et les responsabilités parentales non rémunérés ne sont pas partagés de manière égale entre les hommes et les femmes* ». Cette opinion est plus répandue chez les femmes interrogées (52 %) que chez les hommes (38 %).

¹ Cette fiche pays reprend les résultats d'une enquête sur les attitudes et les perceptions du public concernant l'égalité des sexes en Colombie. Ce travail est codirigé par Focus 2030 et Women Deliver. L'enquête a été réalisée au moyen d'un sondage en ligne, mené par Deltapoll, dans 17 pays. Environ un millier de personnes ont été interrogées dans chaque pays en juillet/août 2020. Les données démographiques collectées comprennent : le sexe, l'âge, le niveau de revenu, le niveau d'éducation, le dernier vote aux élections nationales (le cas échéant), l'origine ethnique (le cas échéant), le statut de migrant et la région de résidence. En Colombie, 1 009 personnes ont été interrogées, dont 514 femmes, 495 hommes et aucune personne qui s'est identifiée « d'une autre manière ». Parmi les 1 009 personnes interrogées, 190 étaient âgées de 18 à 24 ans, 377 étaient âgées de 25 à 44 ans, 319 étaient âgées de 45 à 59 ans, et 123 étaient âgées de 60 ans ou plus. Veuillez consulter www.focus2030.org et www.womendeliver.org pour plus d'informations.

² Le texte en italique et les citations reflètent les options de réponse au sondage présentées aux personnes interrogées.



VIOLENCE BASÉE SUR LE GENRE

- ➔ **Mettre fin à la violence basée sur le genre est la priorité absolue pour les personnes interrogées** en Colombie, puisque 33 % des personnes interrogées disent que « *mettre fin aux violences contre les femmes* » est le premier domaine sur lequel le gouvernement devrait se concentrer pour faire progresser l'égalité entre les femmes et les hommes. 75 % estiment que la violence basée sur le genre fait partie des trois priorités les plus importantes.
- ➔ Parmi un éventail de mesures proposées pour mettre fin à la violence basée sur le genre, 69 % des personnes interrogées en Colombie pensent que le gouvernement devrait « *renforcer la poursuite judiciaire [pour les auteurs] de crimes sexuels et d'agressions envers les femmes* », et 51 % pensent que le gouvernement devrait « *financer des programmes pour soutenir les femmes victimes de violence* ». 42 % désirent que le gouvernement « *lutte contre l'exploitation économique des femmes* ».
- ➔ **92 % des femmes interrogées se sentent en danger, ou connaissent quelqu'un qui se sent en danger d'agression ou de harcèlement à un endroit ou à un autre.** L'endroit le plus fréquent est « *dans les lieux publics* », où 73 % des femmes interrogées se sentent en danger, ou connaissent quelqu'un qui se sent en danger d'agression ou de harcèlement. 68 % des femmes interrogées se sentent en danger, ou connaissent quelqu'un qui se sent en danger, « *en ligne* » et 43 % « *sur [leur] lieu de travail ou d'études* ». **28 % des femmes interrogées en Colombie se sentent en danger, ou connaissent quelqu'un qui se sent en danger d'agression ou de harcèlement « à la maison ».**
- ➔ 9 % des personnes interrogées en Colombie considèrent qu'il est « *acceptable* » que « *les femmes doivent toujours obéir à leur partenaire* » (72 % estiment que cela est « *inacceptable* »). 17 % des personnes interrogées considèrent qu'il est « *inacceptable* » que les femmes « *puissent refuser d'avoir un rapport sexuel avec leur partenaire* » (61 % trouvent cela « *acceptable* »). 7 % pensent qu'il est « *acceptable* » « *de siffler une femme dans la rue ou toucher une femme sans son consentement* » (86 % trouvent cela « *inacceptable* »). 11 % pensent qu'il est « *acceptable* » « *de raconter ou partager une blague sexiste au sujet d'une femme avec des amis ou sur les réseaux sociaux* » (62 % trouvent cela « *inacceptable* »). Notamment, plus d'hommes interrogés que de femmes trouvent acceptable qu'une femme n'obéisse pas à son partenaire, de raconter des blagues sexistes, et plus inacceptable qu'une femme puisse refuser un rapport sexuel.
- ➔ 16 % des femmes interrogées déclarent que leur « *liberté de mouvement a été restreinte contre leur volonté* » par des membres de leur famille ou leur partenaire.



JUSTICE ÉCONOMIQUE ET DROITS ÉCONOMIQUES

- ➔ **Faire avancer la justice et les droits économiques arrive en seconde position, de près** (et c'est la première priorité pour les femmes interrogées), 28 % des personnes interrogées classant « *favoriser l'accès des femmes à des postes bien payés, mettre en place un salaire égal, une indépendance financière et les droits des femmes pour accéder à la propriété* » comme problème le plus important sur lequel le gouvernement devrait se concentrer. **75 % des personnes interrogées estiment que la justice et les droits économiques font partie des trois domaines les plus importants.**
- ➔ Afin d'élargir les opportunités économiques des femmes et accroître leur pouvoir de décision, la politique la plus citée par les personnes interrogées en Colombie est de « *garantir une protection sociale et de bonnes conditions de travail pour les femmes effectuant un travail peu rémunéré* », 60 % des femmes et 52 % des hommes choisissant cette option. Les mesures les plus populaires arrivant ensuite sont « *empêcher les violences et le harcèlement sexuel au travail* » et « *atteindre l'égalité des salaires entre les femmes et les hommes* », les deux choix obtenant 47 % de soutien. Seul 1 % des personnes interrogées estiment que le gouvernement ne devrait pas élargir les opportunités économiques des femmes.
- ➔ **20 % des femmes interrogées en Colombie affirment qu'elles ne sont « pas autant payées » que leurs collègues masculins** sur leur lieu de travail. Ce chiffre monte à 29 % chez les femmes interrogées âgées de 45 à 59 ans. En outre, **30 % des femmes interrogées déclarent qu'elles « n'ont pas eu accès aux mêmes opportunités de promotions » que leurs collègues de sexe masculin.** 14 % ont eu rencontré plus de difficultés pour avoir accès à l'éducation et à une formation professionnelle que leurs proches de sexe masculin. 7 % « *n'ont pas reçu ou ne recevront pas le même héritage* » que leurs proches de sexe masculin.
- ➔ 86 % des personnes interrogées en Colombie pensent qu'il est « *inacceptable* » que « *les femmes gagnent moins que les hommes pour le même travail* », tandis que 5 % pensent que c'est « *acceptable* ». De plus, 48 % des personnes interrogées pensent qu'il est « *inacceptable* » de « *demander à une femme pendant un entretien d'embauche si elle a ou souhaiterait avoir des enfants* », tandis que 25 % pensent que c'est « *acceptable* ». Il existe une différence d'opinion liée au sexe concernant la répartition des soins et des tâches ménagères, puisque 79 % des femmes interrogées pensent qu'il est « *inacceptable* » de « *laisser les femmes assurer la majorité des tâches ménagères, de la garde des enfants et du soutien aux personnes âgées* », contre 63 % des hommes interrogés.
- ➔ **Durant la pandémie de Covid-19, 65 % des femmes interrogées en Colombie disent que leur « temps consacré aux tâches ménagères a augmenté ».** 23 % indiquent aussi que leur « *temps consacré à la prise en charge des autres a augmenté* ». 26 % des femmes interrogées « *ont perdu [leur] travail* », et 31 % « *n'ont pas pu effectuer autant d'heures de travail rémunéré que ce [qu'elles auraient] pu faire en temps normal* ».



MOUVEMENTS ET LEADERSHIP FÉMINISTES

- ➔ **Les mouvements et le leadership féministes est le troisième problème le plus prioritaire**, puisque 11 % des personnes interrogées choisissent « *accroître la participation des femmes et le pouvoir des femmes en politique ainsi que dans les mouvements culturels et sociaux* » comme premier domaine sur lequel le gouvernement devrait se concentrer pour faire progresser l'égalité entre les femmes et les hommes dans le pays. 50 % estiment que les mouvements et le leadership féministes fait partie des trois priorités les plus importantes.
- ➔ La mesure la plus populaire pour accroître la représentation des femmes en politique et au sein des mouvements culturels et sociaux est de « *soutenir la participation et la capacité des femmes à prendre des responsabilités politiques* » (46 %). 43 % des personnes interrogées pensent que leur gouvernement devrait « *assurer une représentation égale des femmes en politique* » et 41 % aimeraient que leur gouvernement « *soutienne la participation des femmes dans les processus de paix et leur implication en tant que défenseuses des droits humains* ».
- ➔ La majorité (56 %) des personnes interrogées estiment qu'« *imposer des quotas par sexe est une bonne manière de faire progresser l'égalité des sexes en Colombie* », tandis que 22 % pensent que ce ne l'est pas. Les personnes interrogées âgées de 25 à 59 ans, les hommes comme les femmes, semblent particulièrement en faveur des quotas par sexe.



DROIT À DISPOSER DE SON CORPS ET LA SANTÉ ET LES DROITS SEXUELS ET REPRODUCTIFS

- ➔ **Le droit à disposer de son corps et la santé et les droits sexuels et reproductifs partage la place de quatrième priorité la plus citée**, avec 9 % des personnes interrogées considérant que la première priorité pour le gouvernement devrait être de « *permettre l'accès à la contraception et au planning familial, à un bon suivi de la santé maternelle, à l'éducation sexuelle à l'école* ». 30 % considèrent que ce problème fait partie des trois les plus importants.
- ➔ Pour faire progresser la santé et les droits sexuels et reproductifs des femmes, les mesures les plus populaires que le gouvernement devrait prendre sont « *accroître l'accès aux services de santé sexuelle* » (59 %), « *accroître l'accès à des informations appropriées incluant l'éducation sexuelle à l'école* » (50 %), et « *accroître l'accès à la contraception et aux solutions de planning familial* » (40 %). Seul 1 % des personnes interrogées estiment que le gouvernement ne devrait pas accroître les droits des femmes à une santé sexuelle et reproductive.
- ➔ **16 % des femmes interrogées en Colombie déclarent qu'elles « ont rencontré des difficultés pour avoir accès à [leur] méthode de contraception privilégiée »** et 4 % « *ont rencontré des difficultés pour avoir accès à l'avortement et à des soins post-avortement* ».
- ➔ Pendant la pandémie de Covid-19, 4 % des femmes interrogées ont rencontré « *des difficultés pour accéder à des moyens de contraception ou à d'autres dispositifs liés à la santé sexuelle* ».



LES TECHNOLOGIES ET L'INNOVATION AU SERVICE DE L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

- ➔ **Les technologies et l'innovation au service de l'égalité entre les femmes et les hommes partage la place de quatrième priorité du classement**, avec 9 % des personnes interrogées qui estiment qu'« *investir dans la technologie pour améliorer l'accès des femmes aux services de santé, à l'éducation et aux opportunités économiques* » est une priorité absolue pour leur gouvernement. 30 % des personnes interrogées considèrent que ce problème fait partie des trois les plus importants.
- ➔ Dans le but de promouvoir l'utilisation des technologies et de l'innovation pour parvenir à l'égalité des sexes, 59 % des personnes interrogées pensent que leur gouvernement devrait « *procurer des opportunités équivalentes aux jeunes filles et aux femmes pour étudier et travailler dans les sciences, la technologie, l'ingénierie et les mathématiques* ». La seconde mesure la plus populaire dans ce domaine est d'« *augmenter la sécurité des espaces numériques pour les jeunes filles et les femmes* » (58 %). Seul 1 % des personnes interrogées estiment que le gouvernement ne devrait pas promouvoir l'usage de la technologie et de l'innovation au service de l'égalité entre les femmes et les hommes.



ACTION DES FEMMES EN FAVEUR DE LA JUSTICE CLIMATIQUE

- ➔ **L'action des femmes en faveur de la justice climatique est le sixième domaine de priorité le plus cité**, puisque 4 % des personnes interrogées pensent que le gouvernement devrait « *promouvoir la participation des femmes dans les actions mises en œuvre face au changement climatique* » comme priorité absolue pour faire progresser l'égalité entre les femmes et les hommes dans le pays. 15 % des personnes interrogées considèrent que ce problème fait partie des trois les plus importants.
- ➔ Afin de soutenir l'action des femmes pour répondre au changement climatique, 65 % des personnes interrogées en Colombie souhaitent que le gouvernement « *promeuve la formation et l'embauche des femmes dans des métiers liés au changement climatique* », et 61 % aimeraient que le gouvernement « *augmente le financement des organisations dirigées par des femmes qui luttent contre le changement climatique* ». Seuls 3 % des personnes interrogées pensent que le gouvernement ne devrait pas promouvoir l'action des femmes en réponse au changement climatique.



FINANCEMENT EN FAVEUR DE L'ÉGALITÉ DES SEXES

- ➔ **Quatre personnes interrogées sur cinq (81 %) en Colombie estiment que le gouvernement devrait « augmenter ses financements en faveur de l'égalité des sexes en Colombie »,** tandis que seuls 5 % ne sont pas d'accord.
- ➔ De même, 74 % des personnes interrogées pensent que le gouvernement colombien devrait « *augmenter ses financements en faveur d'organisations et de projets internationaux luttant pour l'égalité des sexes dans le monde entier* », alors que seuls 6 % ne sont pas d'accord.
- ➔ Les personnes interrogées en Colombie observent un rapport entre l'égalité des sexes et la pauvreté, puisque 68 % « *sont d'accord* » avec la proposition « *parvenir à l'égalité des sexes est essentiel pour mettre fin à la pauvreté dans tous les pays* ». Seuls 9 % ne sont pas d'accord.



QUELLES MESURES LES PERSONNES INTERROGÉES EN COLOMBIE SONT-ELLES PRÊTES À PRENDRE ?

- ➔ Pour encourager les décideurs à lutter contre les inégalités hommes-femmes dans le monde entier, 91 % des personnes interrogées en Colombie sont prêtes à prendre une forme de mesure ou une autre. Majoritairement, 55 % sont prêtes à « *promouvoir l'égalité des sexes dans des conversations et des échanges sociaux* ». De plus, 50 % seraient prêtes à « *voter aux élections en faveur d'un(e) candidat(e) engagé(e) en faveur de l'égalité des sexes* ». 47 % seraient prêtes à « *partager des informations au sujet de l'égalité des sexes sur les réseaux sociaux* ».



IMPACT DE LA PANDÉMIE DE COVID-19

- ➔ Par rapport à la Covid-19, 39 % des personnes interrogées en Colombie considèrent que la réponse du gouvernement pour aider les citoyens à traverser la pandémie de Covid-19 n'a pas répondu de la même manière aux besoins des femmes et des hommes. 35 % pensent que les inégalités femmes-hommes vont s'accroître en raison de l'épidémie de Covid-19.
- ➔ 88 % des personnes interrogées « *sont d'accord* » que « *les femmes devraient être impliquées à tous les niveaux de la réponse sanitaire mondiale ainsi que dans les efforts de relance après l'épidémie de Covid-19* » et seulement 2 % « *ne sont pas d'accord* ».

Cette fiche pays est un supplément au rapport Les aspirations citoyennes en faveur de l'égalité femmes-hommes dans le monde : une volonté de changement, présentant les résultats d'un sondage comparatif mené dans 17 pays sur l'égalité entre les femmes et les hommes en amont du Forum Génération Égalité.

Pour le rapport complet et l'intégralité des fiches pays, veuillez consulter le site : <http://womendeliver.org> et www.focus2030.org